COLLOQUE

L'IRES détaille «le Concours Eurovision de l'austérité»

Au nom de la réduction des déficits publics, les mesures les plus drastiques pénalisent salariés, retraités et chômeurs dans l'Union européenne.

Tous les pays s'engagent désormais «à un rythme inégal vers une austérité budgétaire», constate l'Institut de recherches économiques et sociales (l'IRES est un organisme, au service des organisations syndicales, qui relève des recherches et des études dans le domaine économique et social) dans un numéro spécial de sa revue trimestrielle: «L'État social à l'épreuve de l'austérité». Ce thème était aussi celui du colloque organisé par l'Institut au Conseil économique, social et environnemental le 3 février. La Grèce, confrontée à la crise de la dette publique (143% du PIB) et à sa thérapie de choc, l'Irlande et son plan d'austérité pour sauver les banques, le Royaume-Uni, dont le plan d'austérité est le plus sévère depuis la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne et sa politique d'équilibrisme dans la restriction se trouvent sur la sellette. «Depuis le printemps 2010, l'heure est désormais aux coupes sombres dans les politiques sociales et les services publics», et la facture de la crise va être présentée aux salariés du privé, aux fonctionnaires, aux retraités et aux bénéficiaires de prestations sociales,

AMPUTATION DES PRESTATIONS SOCIALES

souligne l'IRES. Mais la nécessité invoquée de s'attaquer à la dette offre aussi «une opportunité ou un prétexte pour faire passer plus facilement des réformes libérales, en particulier s'agissant des retraites et du marché du travail». Parmi les mesures de rigueur, l'augmentation des impôts indirects (TVA, taxes sur les alcools, le tabac, l'énergie, les produits pétroliers) est de mise. Le plan d'ajustement du Royaume Uni se montre sur ce point des plus inégalitaires puisque la hausse de la TVA contribue surtout à offrir de nouveaux cadeaux fiscaux aux entreprises. Et en Irlande, l'impôt pour les sociétés, le plus bas d'Europe, est resté inchangé (12,5%).

Presque tous les pays européens procèdent à des réductions massives d'agents de la fonction publique. Au Royaume-Uni, près de 500 000 emplois publics doivent être supprimés d'ici à 2015. La pression frappe aussi les chômeurs (durcissement des sanctions en cas de refus d'emploi, travail de 30 heures non rémunérées sous peine de suspension des allocations pour les chômeurs de plus d'un an). *Idem* pour l'Irlande qui baisse ses prestations chômage, mais aussi les bourses universitaires, les pensions de retraite, l'indemnité de maternité et les allocations logement. L'amputation des prestations sociales devrait représenter plus d'un tiers des économies en Allemagne. «Dans ce "Concours Eurovision" de l'austérité, les grands perdants sont globalement d'abord les pays périphériques de la zone euro (Irlande, Grèce, Portugal, Espagne, pays baltes), indique l'IRES. Face à cette politique draconienne, grèves et manifestations se sont succédé dans la plupart des pays. «Pour les organisations syndicales se pose non plus la question de l'analyse, quasiment commune, mais de faire face au fait que les gouvernements appliquent cette même politique d'austérité sous le diktat des marchés financiers. Aujourd'hui, la question de la grève avec reconduction se pose donc», concluait Pascal Pavageau, Secrétaire confédéral FO, responsable du secteur économique.



GROUPE HERSANT MÉDIA

Les salariés se mobilisent contre les 758 suppressions de postes

Après plusieurs mois de silence, la direction du Groupe Hersant Média a enfin dévoilé, le 2 février, le plan de continuation de son pôle de presse gratuite d'annonces qui emploie 2500 personnes. Six cent quarante-deux postes sont supprimés à La Comareg, qui édite notamment l'hebdomadaire *ParuVendu* chez l'imprimeur Hebdoprint.

«Avec les modifications de contrat et les mutations d'une région à l'autre que les gens vont refuser, il faut plutôt tabler sur 920 licenciements rien qu'à *ParuVendu*», précise Romuald Bellet, délégué syndical FO.

La Comareg, qui a tardé à s'adapter à l'ère d'internet, a été placée en redressement judiciaire en novembre dernier. Pour redresser les comptes, la direction a imaginé une réorganisation complète de sa presse gratuite d'annonces: nouvelle maquette et nouveau contenu pour le journal, obligation pour les particuliers de passer par internet pour publier une annonce, service commercial davantage centralisé, suppression de 240 points d'accueil et de 22 éditions papier.

SUPPRIMER *PARUVENDU* VERSION PAPIER

«En fait, la direction veut supprimer petit à petit la version papier de *ParuVendu*», dénonce le délégué syndical. Avec l'intersyndicale FO-CGT-CFDT-CFTC, il a appelé tous les salariés à manifester le 9 février devant le siège de l'entreprise à Lyon, où se tenait la première réunion dans le cadre du plan social. «La mobilisation s'organise, ajoute-t-il. On prépare une grève nationale mais en attendant, à Lyon et à Rennes, les salariés ont déjà quitté en bloc les réunions d'information organisées par la direction.»

BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE
UNE POLITIQUE À RISQUE

La menace d'un resserrement de la politique monétaire via une remontée des taux d'intérêt directeurs de la BCE (Banque centrale européenne) inquiète FO, la jugeant «particulièrement inopportune», et pouvant «s'avérer très dangereuse». Si cette mesure intervient, «elle fera courir le risque d'un accès au crédit encore plus restreint» pour les PME et les particuliers, «éloignant d'autant les chances de voir se consolider une dynamique de croissance pérenne et créatrice d'emplois», rappelle FO.

PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES
LE LEADER FRANÇAIS VEUT DÉLOCALISER

«L'État doit nous trouver un nouvel actionnaire», a déclaré FO le 4 février, alors que les syndicats de Photowatt, principal producteur de panneaux photovoltaïques, ont demandé son aide pour éviter l'externalisation de certaines activités de l'entreprise, basée à Bourgoin-Jallieu (Isère). D'après les syndicats, il s'agirait d'une délocalisation vers la Pologne ou la Malaisie. Un mois auparavant, la direction annonçait un plan social, la suppression de 136 emplois intérimaires et de 195 des 534 postes en CDI, dont 100 pourraient être reclassés.

APPRENTISSAGE
BAISSE DE 4% EN 2009

Le nombre de contrats d'apprentissage a baissé de 4% en 2009 par rapport à 2008, une diminution s'inscrivant dans un contexte «de forte dégradation du marché du travail à partir de la mi-2008», indique une étude de la DARES (direction des statitistiques du ministère du Travail) publiée le 4 février. Durant cette période, le secteur public n'a enregistré que 7 800 entrées en apprentissage.